

RCS : BOURG EN BRESSE

Code greffe : 0101

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BOURG EN BRESSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1985 B 00230

Numéro SIREN : 333 158 277

Nom ou dénomination : CMP HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 06/08/2018 sous le numéro de dépôt 7825

Greffe du tribunal de commerce de BOURG-EN-BRESSE



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 06/08/2018

Numéro de dépôt : 2018/7825

Déposant :

Nom/dénomination : CMP HOLDING

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 333 158 277

N° gestion : 1985 B 00230

Bilan actif consolidé

	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	Clôture	Ouverture
Capital souscrit non appelé					
Ecart d'acquisition				519 550	
Immobilisations incorporelles	976 563	(457 013)		1 650 198	1 560 927
Immobilisations corporelles	2 140 781	(490 583)		36 644 476	30 282 763
Immobilisations financières	66 700 434	(30 055 958)		879 906	931 678
Titres mis en équivalence	879 905				
Actif immobilisé	70 057 858	(31 003 554)		39 694 130	32 775 368
Stocks et en-cours	8 227 942			8 227 942	7 069 517
Clients et comptes rattachés	6 064 707			6 064 707	5 317 478
Impôts différés - actif					1 996
Autres créances et comptes de régularisation	2 423 698			2 423 698	1 867 904
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	4 256 513			4 256 513	3 938 770
Actif circulant	20 972 859			20 972 859	18 195 666
Total Actif	91 670 543	(31 003 554)		60 666 989	50 971 034

Bilan passif consolidé

	Clôture	Ouverture
Capital		
Primes liées au capital	240 000	240 000
Réserves		
Résultat net (Part du groupe)	22 341 305	20 007 610
Capitaux propres (Part du groupe)	2 563 711	2 786 069
	25 145 015	23 033 679
Intérêts minoritaires		
	100 067	32 916
Autres fonds propres		
Total des capitaux propres	25 245 082	23 066 595
Provisions pour risques et charges		
Impôts différés - passif		
Provisions et impôts différés	1 142 878	663 821
	1 142 878	663 821
Dettes financières		
Fournisseurs et comptes rattachés	18 315 578	13 683 432
Autres dettes et comptes de régularisation	8 762 292	8 223 158
Dettes	7 201 161	5 334 027
	34 279 031	27 240 617
Total Passif	60 666 989	50 971 033

acora

Compte de résultat

	2017	2016
Chiffre d'affaires		
Autres produits d'exploitation	76 498 881	64 732 576
Produits d'exploitation	864 544	1 270 589
	77 363 405	66 003 165
Achats consommés		
Charges externes	(33 994 824)	(27 955 101)
Impôts et taxes	(12 973 565)	(9 874 551)
Charges de personnel	(1 240 020)	(1 206 001)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(22 264 407)	(20 002 805)
Charges d'exploitation	(3 612 806)	(3 273 954)
	(74 085 623)	(62 312 413)
Résultat d'exploitation	3 277 797	3 690 753
Produits financiers		
Charges financières	418 413	634 598
Résultat financier	(720 053)	(676 001)
	(301 641)	(41 402)
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises Intégrées	2 976 156	3 649 351
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	454 879	340 998
Résultat exceptionnel	(311 915)	(917 318)
	142 964	(576 321)
Impôts sur les résultats		
Résultat net des entreprises Intégrées	(536 219)	(291 992)
	2 582 901	2 781 038
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (impairment)		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582 901	2 781 038
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	19 190	(5 031)
	2 563 711	2 786 069

acora

CMP HOLDING
Société par actions simplifiée au capital de 240 000 €
Siège social : 542, Route de l'Etang
ZI Lucinges
01370 VAL REVERMONT
333 158 277 RCS BOURG EN BRESSE

**RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR
LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons ci-après, le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

Le groupe dépasse les seuils d'établissement des comptes consolidés pour l'exercice 2017.

A - Présentation des états financiers

Le groupe CMP HOLDING pour arrêter ses comptes consolidés au 31 décembre 2017, s'est conformé aux obligations du règlement CRC n° 99-02, homologué par arrêté du 22 juin 1999 ainsi qu'aux dispositions CRC 2005-10 « afférentes à l'actualisation du règlement N°99-02 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques ».

Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases de continuité d'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

B – Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe CMP HOLDING regroupe en intégration globale les sociétés PIROUX INDUSTRIE, PIROUX TRAITEMENT DE SURFACES, PIROUX ROMANIA, COMELA, 3D INGENIERIE, LIORET LTG, LIORET, SOUDATOL, SCI NACARTAN et SMM.

Les sociétés SCI NACARTAN (rachat des parts) et SMM Roumanie (augmentation de capital) ont intégré le Groupe en fin d'année 2017.

Toutes les sociétés clôturent au 31 décembre 2017. Toutes les Sociétés intégrées ont eu un exercice de 12 mois.



C – Modalités de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée à l'ensemble des sociétés du Groupe. Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

D- Situation et activité du groupe au cours de l'exercice

** Compte de résultat consolidé :*

Le Chiffre d'affaires du groupe s'établit cet exercice à **76 498 K€** contre **64 732 K€** au titre de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation s'élèvent à (74 085 K€) avec pour postes principaux :

- Les achats consommés : (33 994 K€) contre (27 955 K€) au titre de l'exercice précédent,
- les autres charges d'exploitation : (12 973 K€) contre (9 874 K€) au titre de l'exercice précédent,
- impôts, taxes et versements assimilés : (1 240 K€) contre (1 206 K€) au titre de l'exercice précédent,
- les charges de personnel : (22 264 K€) contre (20 002 K€) au titre de l'exercice précédent,
- les dotations d'exploitation : (3 612 K€) contre (3 273 K€) au titre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation s'élève à 3 277 K€ contre 3 690 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net du groupe s'établit à 2 582 K€ contre 2 781 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 18,18 % au titre de l'exercice, malgré une diminution du résultat net consolidé qui a été ramené de 2,78 M€ à 2,58 M€ pour l'exercice précédent.

D'une manière générale, l'activité de l'exercice a été correcte, malgré une légère diminution de notre taux de marge brute.

** Bilan consolidé :*

Le total de bilan ressort à 60 666 989 € contre 50 971 033 € au titre de l'exercice précédent.

L'actif immobilisé s'élève à 39 694 K€ contre 32 775 K€ au titre de l'exercice précédent.

Les stocks et en cours ressortent à 8 227 K€ contre 7 069 K€ au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres figurent pour 25 145 K€ contre 23 033 K€ au titre de l'exercice précédent.

Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 18 315 K€ contre 13 683 K€ au titre de l'exercice précédent.

** Trésorerie*

La trésorerie ressort quant à elle à 4 256 K€ contre 3 938 K€ à la clôture de l'exercice précédent.

E – Faits significatifs

La Société CMP HOLDING a acquis la totalité des titres de la SCI NACARTAN, ainsi que 50 % des titres d'une nouvelle entité industrielle située en ROUMANIE, la Société SUDURA MECANICA MONTAJ (SMM).

F- activité en matière de recherche et de développement

Le Groupe PIROUX n'a développé aucune activité particulière en la matière. Les frais de recherche et développement sont pris en charge par les autres sociétés du Groupe.

G- Perspectives

Les perspectives sont actuellement correctes et notre activité se déroule normalement.



CMP HOLDING

S.A.S. au capital de 240 000 €

Siège social : 542, Route de l'Etang - ZI Lucinges

01370 VAL REVERMONT

333 158 277 R.C.S. BOURG EN BRESSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société CMP HOLDING,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société CMP HOLDING relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Engagements de retraite

La note « Autres informations, Engagements de retraite » de l'annexe précise les modalités d'évaluation des engagements de retraite indiqués en hors bilan. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par les services internes.

Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, à revoir les calculs effectués et à vérifier que la note « Autres informations – Engagements de retraite » de l'annexe des comptes consolidés fournit une information appropriée.

Ecarts d'évaluation et écarts d'acquisition

La société a constaté des écarts d'évaluation et un écart d'acquisition au bilan au 31 décembre 2017 suite à l'acquisition d'une nouvelle société selon les modalités décrites dans la note « Modalités de traitement des écarts d'acquisition » et la note 1. « Ecarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de comptabilisation de ces écarts d'évaluations et de l'écart d'acquisition ainsi que le mode de valorisation de cet écart d'acquisition à la clôture de l'exercice et nous avons vérifié que la note « Modalités de traitement des écarts d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés fournit une information appropriée.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Ecullly et Lyon, le 11 juin 2018

Les Commissaires aux Comptes

EKYLIS AUDIT
Pascale GENTIL

CLT AUDIT ET CONSEIL
Nicolas TANZILLI

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Bilan actif consolidé

	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	Clôture	Ouverture
Capital souscrit non appelé					
Ecart d'acquisition					
Immobilisations incorporelles	976 563	(457 013)		519 550	
Immobilisations corporelles	2 140 781	(490 583)		1 650 198	1 560 927
Immobilisations financières	66 700 434	(30 055 958)		36 644 476	30 282 763
Titres mis en équivalence	879 905			879 906	931 678
Actif immobilisé	70 057 858	(31 003 554)		39 694 130	32 775 368
Stocks et en-cours	8 227 942			8 227 942	7 069 517
Clients et comptes rattachés	6 064 707			6 064 707	5 317 478
Impôts différés - actif					1 996
Autres créances et comptes de régularisation	2 423 698			2 423 698	1 867 904
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	4 256 513			4 256 513	3 938 770
Actif circulant	20 972 859			20 972 859	18 195 666
Total Actif	91 670 543	(31 003 554)		60 666 989	50 971 034

Bilan passif consolidé

	Clôture	Ouverture
Capital		
Primes liées au capital	240 000	240 000
Réserves		
Résultat net (Part du groupe)	22 341 305	20 007 610
Capitaux propres (Part du groupe)	2 563 711	2 786 069
	25 145 015	23 033 679
Intérêts minoritaires	100 067	32 916
Autres fonds propres		
Total des capitaux propres	25 245 082	23 066 595
Provisions pour risques et charges		
Impôts différés - passif		
Provisions et impôts différés	1 142 878	663 821
	1 142 878	663 821
Dettes financières		
Fournisseurs et comptes rattachés	18 315 578	13 683 432
Autres dettes et comptes de régularisation	8 762 292	8 223 158
Dettes	7 201 161	5 334 027
	34 279 031	27 240 617
Total Passif	60 666 989	50 971 033

Compte de résultat

	2017	2016
Chiffre d'affaires		
Autres produits d'exploitation	76 498 861	64 732 576
Produits d'exploitation	864 544	1 270 589
	77 363 405	66 003 165
Achats consommés		
Charges externes	(33 994 824)	(27 955 101)
Impôts et taxes	(12 973 565)	(9 874 551)
Charges de personnel	(1 240 020)	(1 206 001)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(22 264 407)	(20 002 805)
Charges d'exploitation	(3 612 806)	(3 273 954)
	(74 085 623)	(62 312 413)
Résultat d'exploitation	3 277 797	3 690 753
Produits financiers		
Charges financières	418 413	634 598
Résultat financier	(720 053)	(676 001)
	(301 641)	(41 402)
Opérations en commun		
Résultat courant des entreprises intégrées	2 976 156	3 649 351
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles	454 879	340 998
Résultat exceptionnel	(311 915)	(917 318)
	142 964	(576 321)
Impôts sur les résultats		
Résultat net des entreprises intégrées	(536 219)	(291 992)
	2 582 901	2 781 038
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (impairment)		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 582 901	2 781 038
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	19 190	(5 031)
	2 563 711	2 786 069

P&L (format gestion)	2017.12	2016.12	Variations
Chiffre d'affaires			
Achats de production	76 498 861	64 732 576	11 766 285
Variation de stocks	(31 120 474)	(25 427 005)	(5 693 470)
Production immobilisée	992 570	455 252	537 317
Marge Brute			
	46 370 956	40 653 198	(892 375)
% MB/ CA	60,6%	62,8%	5 717 758
Masse salariale économique			
Locations (équipement)	(28 426 157)	(23 912 081)	(4 514 076)
Frais de déplacement	(299 871)	(132 372)	(167 499)
Autres frais généraux	(296 277)	(492 373)	196 096
Impôts et taxes	(9 218 042)	(7 966 245)	(1 251 797)
Autres charges et produits	(1 240 020)	(1 206 001)	(34 019)
EBITDA	15	1	14
% EBITDA / CA	6 890 603	6 944 127	(53 524)
	9,0%	10,7%	
Dotations aux amortissements et provisions			
EBIT	(3 612 806)	(3 253 374)	(359 432)
% EBIT / CA	3 277 797	3 690 753	(412 956)
	4,3%	5,7%	
Produits financiers			
Charges financières	418 413	634 598	(216 185)
Résultat financier	(720 054)	(676 000)	(44 053)
	(301 641)	(41 402)	(260 238)
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles	454 879	340 998	113 881
Résultat exceptionnel	(311 915)	(917 318)	605 403
	142 963	(576 321)	719 284
Impôt sur les bénéfices			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(536 219)	(291 992)	(244 227)
Résultat net de l'ensemble consolidé			
	2 582 901	2 781 038	(198 137)
% CA	3,4%	4,3%	

Tableau de flux de trésorerie consolidé

2017

Résultat net total des entités consolidées	2 582 901
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	3 633 791
Variation de l'impôt différé	(78 308)
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(20 482)
Marge brute d'autofinancement	6 117 902
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(492 493)
Variation nette des stocks	(1 185 650)
Variation nette des clients et comptes rattachés	(817 964)
Variation nette des autres postes d'actifs	(376 203)
Variation nette des fournisseurs et comptes rattachés	547 660
Variation nette des autres postes du passif	1 339 665
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	5 625 409
Acquisitions d'immobilisations	(8 473 340)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(112 891)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 357 864)
Acquisitions d'immobilisations financières	(2 585)
Acquisitions autres immobilisations financières	
Cessions d'immobilisations	172 293
Cessions d'immobilisations incorporelles	154 356
Cessions d'immobilisations corporelles	17 937
Réduction des autres immobilisations financières	54 341
Incidence des variations de périmètre	(2 352 882)
(-) Acquisition de titres consolidés	(2 369 353)
(+) Trésorerie/endettement acquis / entrée de périmètre	16 471
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(10 599 588)
Émissions d'emprunts	7 994 890
Remboursements d'emprunts	(3 426 030)
Dividendes versés des filiales	(96 348)
Augmentations / réductions de capital	45 018
Apports en c/c associés long terme	763 106
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	5 280 636
Variation de change sur la trésorerie (IV)	(9 008)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE	(9 008)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	297 450
Trésorerie : ouverture	3 922 481
Trésorerie : clôture	4 219 931

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux règles et méthodes d'évaluation

Les comptes consolidés du **Groupe PIROUX** ont été établis conformément aux règles françaises en vigueur, issues du règlement CRC 99-02, et notamment modifiées par les règlements CRC n° 2005-10 et 2015-08.

Ecarts d'acquisition et fonds commerciaux : en application des dispositions du règlement CRC 2015-08 sur la comptabilisation des goodwill et fonds commerciaux, des tests de dépréciation annuels sont mis en œuvre par activité pour tester la valeur comptable des actifs selon la méthode des flux actualisés de trésorerie.

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés au passif social des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation et il a été décidé, par dérogation à la méthode préférentielle, de ne pas constituer de provision dans les comptes consolidés. Le montant total des engagements à la clôture de l'exercice est indiqué parmi les engagements hors bilan en fin de cette annexe.

Conformément à la méthode préférentielle, les contrats de location- financement portant sur des biens de production significatifs font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés, par une inscription à l'actif pour leur valeur brute d'origine, un amortissement selon les règles du Groupe et un emprunt d'égal montant dont la durée de remboursement correspond au plan de financement initial du bien.

Le **Groupe PIROUX** ne traite pas d'opérations à long terme.

En dehors des efforts constants de recherche d'amélioration des process de production, le Groupe n'active pas de frais de développement sur des projets spécifiques et n'a pas comptabilisé en charges de l'exercice de sommes significatives dans ce domaine.

Information relative au CICE

Un produit de CICE de 667 KE est comptabilisé au titre de l'exercice parmi les autres charges de personnel (compte 649), qui n'a pas fait l'objet d'une demande de préfinancement.

Méthode de consolidation appliquée aux entreprises comprises dans le périmètre de consolidation

Les seuils retenus pour déterminer la méthode de consolidation des entreprises comprises dans le périmètre sont les suivants :

- pourcentage de contrôle > 20 % : mise en équivalence
- pourcentage de contrôle > 40 % : intégration proportionnelle
- pourcentage de contrôle $\geq$ 50 % : intégration globale

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La conversion des comptes des filiales étrangères hors zone Euro (PIROUX ROMANIA – Roumanie) s'effectue selon la méthode du cours de clôture pour les éléments d'actif et de passif et au cours moyen de l'exercice, égal à la moyenne des douze taux moyens mensuels, pour les éléments du compte de résultat.

Changements comptables

Il n'a pas été procédé à des changements de méthodes comptables, tant dans la présentation des comptes sociaux que dans celle des comptes consolidés.

Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition est identifié dès lors que le coût d'acquisition des titres est supérieur à l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Il est affecté aux actifs identifiables à leur juste valeur, le cas échéant.

Sur l'exercice 2017, l'acquisition de titres d'une société immobilière (locaux d'exploitation du Groupe en France) pour **2 369 KE** (frais d'acquisition inclus) s'est traduite par :

- . la reconnaissance d'un écart d'évaluation de 1 831 KE affecté en totalité aux constructions (+ quote-part de terrain), sur la base d'une évaluation en valeur vénale du bien fournie par un tiers,
- . la comptabilisation d'un écart d'acquisition résiduel de 519 KE représentatif de l'impôt différé sur la plus-value latente.

Dates de clôture

La date de clôture uniforme pour toutes les sociétés du Groupe est le **31 décembre** et tous les exercices consolidés ont une durée de 12 mois.

Méthodes utilisées pour les postes significatifs du bilan et compte de résultat

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine du Groupe compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et en dehors de toute réévaluation.

Les principales modalités d'amortissement retenues sont les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements des terrains et constructions	Linéaire	15 à 25 ans
Agencements et aménagements intérieurs	Linéaire	5 à 15 ans
Outil de production	Linéaire	5 à 25 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	4 à 8 ans

Les stocks de matières et marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les produits en cours de fabrication ont été évalués à leur coût de production.

Les éléments ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Impact des méthodes préférentielles si celles-ci ne sont pas retenues

La méthode préférentielle recommandée par le règlement 99-02 n'a pas été appliquée dans un seul cas qui concerne la non provision au passif consolidé des engagements en matière de retraite. L'information sur le montant de cet engagement est donnée en fin de cette annexe.

Dérogations éventuelles

Aucune méthode dérogatoire aux principes du règlement n'a été appliquée.

Comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice 2017 sont comparables à ceux de l'exercice 2016, seule l'entrée de périmètre de la société NACARTAN affectant les actifs du Groupe sur les rubriques suivantes :

Rubrique	Effet entrée de périmètre en M Eur
Goodwill	+ 0.5 ME
Terrains + constructions (valeur nette)	+ 2.3 ME
Impôt différé passif	+ 0.5 ME

Explication des principaux postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

1. Ecart d'acquisition

Un écart d'acquisition est identifié dès lors que le coût d'acquisition des titres est supérieur à l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

En K EUR	Ouverture	+	-	Clôture
ECA BRUT	457	519		976
Amortissement	(457)	0	0	(457)
Dépréciation	0	0	0	0
ECA NET	0	519	0	519

L'écart d'acquisition 2017 de 519 KE concerne l'acquisition d'une société immobilière détenant des actifs immobiliers d'exploitation du site de Saint Etienne du Bois. L'allocation des actifs rachetés a conduit à affecter 1.8 ME de survalueur à la valeur des constructions + terrains et 0.5 ME d'écart résiduel représentatif de l'impôt différé sur la plus-value latente.

Compte tenu de la nature des biens immobiliers et de leur valeur d'usage pour le Groupe, la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est considérée comme non limitée. Aucun test de dépréciation n'a été réalisé compte tenu de la proximité de l'acquisition de la SCI avec la date de clôture du bilan.

2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Var. immobilisations corporelles et incorporelles	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Entrées de périmètre	Correction A-nouveaux	Reclassement
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	373 019	445 086	83 689	(10 791)	(831)			
Fonds commercial	1 482 761	1 482 761						
Autres immobilisations incorporelles	191 481	212 934	29 202	(3 129)	(5 406)	787		
Immobilisations incorporelles	2 047 261	2 140 781	112 891	(13 920)	(6 237)	787		
Terrains	1 781 565	1 979 366		(23 983)	(15 767)	237 550		
Agencements et aménagements de terrains	1 468 873	1 455 083			(13 790)			
Constructions	18 253 674	21 508 387	32 325		(180 939)	2 845 249		558 080
Constructions sur sol d'autrui	893 164	896 243	3 080					
Installations techniques, matériel & outillage	30 691 907	33 625 882	3 360 220	(854 864)	(198 131)	14 681	(627)	612 695
Autres immobilisations corporelles	2 463 882	2 585 529	216 411	(89 504)	(5 261)			
Immobilisations corporelles en cours	1 345 742	3 147 446	3 215 504	(189 068)	(53 957)			(1 170 775)
Avances et acomptes s/imm. corp.		1 502 498	1 530 325		(27 827)			
Immobilisations corporelles	56 898 807	66 700 434	8 357 864	(1 157 419)	(495 672)	3 097 480	(627)	0

Les immobilisations en cours (3.2 ME) et acomptes versés sur immobilisations (1.5 ME) représentent les investissements de production en cours de construction en Roumanie (sites de Titesti et Targoju). La mise en service est attendue pour septembre 2018.

Variation des amortissements	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess. Remb.)	Ecart de conversion	Entrées de périmètre	Autres variations
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(314 292)	(308 353)	(3 960)	10 791	(892)		
Amortissements des autres immos incorp.	(172 042)	(182 230)	(17 297)	3 129	4 689	(708)	
Amortissements des immobilisations incorporelles	(486 334)	(490 583)	(21 258)	13 920	3 797	(708)	
Amort. sur agencements et aménagements de terrains	(813 062)	(904 474)	(98 258)		6 845		
Amortissements des constructions	(8 569 272)	(10 117 433)	(851 900)	5 642	48 084	(749 988)	
Amortissements des constructions sur sol d'autrui	(763 430)	(789 864)	(26 434)				
Amortissements install. tech. matériel & outill.	(14 851 770)	(16 477 298)	(2 429 141)	709 099	68 193	(11 316)	37 637
Amortissements des autres immobilisations corp.	(1 618 510)	(1 766 889)	(206 801)	55 512	2 910		
Amortissements des immobilisations corporelles	(26 616 044)	(30 055 958)	(3 612 533)	770 252	126 033	(761 304)	37 637
Amortissements sur actif immobilisé	(27 102 378)	(30 546 541)	(3 633 791)	784 173	129 830	(762 013)	37 637

Immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail et présentées en actif immobilisé conformément à la méthode préférentielle :

En K Euros	Valeur brute	Valeur Nette
Terrains	714	714
Constructions	2 149	56
Matériel de production	4 584	1 687
SOMME	7 447	2 457

Les matériels non significatifs et non compris dans l'outil de production n'ont pas été retraités (matériel de transport, matériel de bureau).

Actifs financiers	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion
Titres de participation	1 390	1 374			(16)
Titres immobilisés (non courants)	1 638	1 638			
Dépôts et cautionnements versés	928 649	876 893	2 585	(54 341)	
Immobilisations financières	931 677	879 905	2 585	(54 341)	(16)
Actifs financiers	931 677	879 905	2 585	(54 341)	(16)

Les dépôts et cautionnements versés correspondent principalement aux dépôts de garantie versés dans le cadre de contrats d'affacturage Groupe.

Titres non consolidés

Société	Valeur nette des Titres en euros	Créance rattachée – Valeur nette
CDP Access 8% (Roumanie)	1 400	0

La société CDP Access (Roumanie) possède des capitaux propres de 3 013 KE au 31/12/2017.

3. Stocks

Détail par nature de stock, en K Euros :

	2017	2016	2015
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 632	2 150	1 665
En-cours de biens	3 545	2 625	2 362
En-cours de services	361	262	259
Produits intermédiaires finis	1 656	2 026	2 114
Stocks de marchandises	31	5	3
Stocks et en-cours	8 227	7 069	6 406

Les stocks de matières et marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les produits en cours de fabrication ont été évalués à leur coût de production. Les éléments ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

4. Charges constatées d'avance

Elles ne concernent que les opérations courantes du Groupe.

5. Capitaux propres

Variation des capitaux propres consolidés	Capital	Autres réserves et report à nouveau	Réserves de consolidation groupe	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
Solde N-1	240 000	2 040 492	18 852 610	(885 492)	2 786 069	23 033 679	32 916
Entrées de périmètre							
Correction A-nouveaux			(35 811)	197		(35 614)	7 467
Affectation du résultat N-1			52 564			52 564	(2 029)
Distribution/ brut versé		(475 797)	3 261 866		(2 786 069)		
Var. de capital en numéraire			(94 893)			(94 893)	(1 455)
Résultat							47 007
Ecart de conversion/effet de change		(0)	(20 833)	(353 599)	2 563 711	2 563 711	19 190
Solde N	240 000	1 564 695	22 015 504	(1 238 894)	2 563 711	25 145 016	100 067

Nombre d'actions composant le capital social : 15 000

6. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires portent sur :

- . 0.5 % de la société PIROUX ROMANIA
- . 50 % de la société SMM (Roumanie)

7. Provisions

Provisions réglementées

Conformément aux dispositions du règlement 99-02, les provisions ayant un caractère fiscal (provision pour hausse de prix ou amortissements dérogatoires) sont annulées au bilan consolidé.

Provisions

Les obligations à l'égard des tiers, qu'elles soient légales ou contractuelles, font l'objet d'une provision pour risques et charges dès lors qu'elles existent à la clôture et qu'il est établi qu'elles donneront lieu à une sortie de ressources sans contrepartie équivalente de la part des tiers concernés.

Variation des provisions	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Entrées de périmètre	Autres variations	Correction A-nouveaux	Reclassement	Variation du bas de bilan
Ecart d'acquisition passif										
Provisions et impôts différés	663 821	1 142 878								
Impôts différés - passif	663 821	1 142 878			(2 138)	519 550	(38 356)	39 471	(4 945)	(72 881)
Provisions	663 821	1 142 878			(2 138)	519 550	(38 356)	39 471	(4 945)	(72 881)

Les impôts différés passifs concernent principalement les retraitements de crédits-baux (matériel technique et constructions) dont la durée d'amortissement selon les règles Groupe peut être significativement supérieure à la durée du financement enregistrée dans les comptes sociaux et les homogénéisations de durées d'amortissement de certaines filiales sur les règles Groupe.

L'entrée de périmètre de + 519 KE représente l'impôt différé passif sur l'écart d'évaluation des actifs immobiliers à travers l'acquisition de la société SCI NACARTAN (calculé au taux de 25 %).

Le changement de taux d'IS de 33 % à 28 % s'est traduit par une variation de - 72 KE.

8. Dettes financières

Variation des dettes financières	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv, Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	13 656 138	18 268 268	7 994 890	(3 426 030)	(139 561)	182 831
Autres emprunts et dettes assimilées	(123)					123
Intérêts courus sur emprunts	11 129	10 728	1 293	(1 694)		
Concours bancaires (trésorerie passive)	16 288	36 582				
Dettes financières	13 683 432	18 315 578	7 996 183	(3 427 724)	(139 561)	202 847

Les nouveaux emprunts souscrits concernent intégralement l'outil de production du Groupe, y compris les investissements en constructions en Roumanie.

9. Dettes

Echéancier des dettes financières

Dettes financières	Clôture	< 1 an	1 an <= 2 ans	2 ans <= 3 ans	3 ans <= 4 ans	4 ans <= 5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédits	18 268 268	4 471 248	4 041 129	3 533 504	2 809 543	1 896 284	1 516 559
Intérêts courus sur emprunts	10 728	10 728					
Concours bancaires	36 582	36 582					
Dettes financières	18 315 578	4 518 558	4 041 129	3 533 504	2 809 543	1 896 284	1 516 559

10. Produits constatés d'avance

Ils sont liés aux opérations courantes du Groupe.

11. Résultat financier

Principales composantes du résultat financier

En K Euros	2017	2016
Dividendes de participations non consolidées	0	10
Gestion de la trésorerie courante	2	11
Gains / pertes de changes	(41)	191
Intérêts des emprunts	(264)	(254)
SOMME	(303)	(42)

Les pertes et gains de change proviennent principalement de la conversion en Euros des opérations commerciales et financières traitées en devises locales dans la filiale Piroux Romania (RON). La monnaie roumaine a connu une dépréciation de l'ordre de 3 %e entre 2016 et 2017.

Le Groupe n'a pas recours à des instruments spécifiques de couverture du risque de change.

12. Résultat exceptionnel

Principales composantes du résultat exceptionnel

En K Euros	2017	2016
Cessions d'actifs	(6)	(46)
Coût net de déconsolidation filiale CDP ASIA	0	(459)
Remboursement de taxes sur années antérieures	272	0
Indemnités de licenciements	(101)	0
Autres	(22)	(72)
SOMME	143	(577)

Imposition des bénéfices

L'impôt exigible correspond au montant dû à l'administration fiscale. Le **Groupe PIROUX** a opté pour le régime d'intégration fiscale de ses filiales françaises détenues à plus de 95 %.

Les impôts différés constatés dans la consolidation résultent des différences temporaires entre la valeur comptable et fiscale des actifs ou passifs, sur la plupart des retraitements de consolidation, ainsi que sur la comptabilisation des écarts d'évaluation constatés lors de la première consolidation d'une filiale.

Les impôts différés sont calculés sans actualisation selon les régimes, bases et taux propres à chaque entreprise : taux normal de 28 % retenu pour les sociétés françaises et 16 % pour les sociétés en Roumanie, sauf 25 % pour calcul de l'impôt différé passif sur plus-value latente de l'immeuble (= taux d'IS post 2022).

Ces différences donnent lieu à constatation d'impôts différés calculés selon la méthode du report variable qui tient compte des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice. La majoration fiscale des amortissements 'Macron' ne donne lieu à aucune comptabilisation d'impôt différé actif.

Les impôts différés sur les déficits fiscaux du Groupe en France ne sont pas activés car le Groupe estime que la probabilité de les récupérer sur les bénéfices des exercices suivants est insuffisante.

L'impact des déficits non activés est présenté dans le tableau suivant :

Nature	Base au 31/12/2017	Base au 31/12/2016
Valeur des déficits fiscaux Groupe France non activés (soit base n'ayant pas fait l'objet d'une activation par prudence) – K EUROS	4 536	2 964

Autres informations

Ventilation du chiffre d'affaires en K Euros par zone géographique et par secteur d'activité

Secteur d'activité / Zone géographique	France	CEE et étranger	TOTAL
Tôlerie industrielle et cataphorèse	57 216	13 805	71 021
Traitement de surfaces	5 477	0	5 477
SOMME	62 693	13 805	76 498

Evènements postérieurs

Pas d'évènement particulier qui ne mérite d'être signalé ici.

Engagements financiers et autres informations - Engagements donnés

Hypothèques conventionnelles	2 457
Nantissement de fonds de commerce	2 541
Nantissements de matériels et outillages	78
	5 076

Engagements en matière de retraite

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à l'âge de 65 ans
- Taux de revalorisation annuel des salaires 2 %
- Taux d'actualisation 1,30 %
- Taux de charges sociales inclus 45 %

Turn-Over :

Age du salarié	ancienneté	% de chances d'atteindre la retraite en restant dans l'entreprise
moins de 25 ans	Sans influence significative	10
De 25 ans à - de 35 ans	Sans influence significative	20
De 35 ans à - de 45 ans	Moins de 15 ans	40
De 35 ans à - de 45 ans	15 ans et plus	60
De 45 ans à - de 55 ans	Moins de 5 ans	50
De 45 ans à - de 55 ans	De 5 ans à moins de 20 ans	75
De 45 ans à - de 55 ans	20 ans et plus	95
55 ans et plus	Sans influence significative	95

	Montant brut	Impôt	Net
Engagement total en Euros au 31/12/2017	2 603 000	728 840	1 874 160
Engagement au 31/12/2016	2 284 000	639 520	1 644 480
Impact résultat théorique			229 680

Effectifs

Effectif total – année N : 749
Effectif total – année N-1 : 645
Effectif total – année N-2 : 630

CMP HOLDING
Société par actions simplifiée au capital de 240 000 €
Siège social : 542, Route de l'Etang
ZI Lucinges
01370 VAL REVERMONT
333 158 277 RCS BOURG EN BRESSE

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 26 JUIN 2018**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 260 616,32 € de la manière suivante :

Perte de l'exercice : (260 616,32 €)

Prélèvement sur les réserves :

- sur le compte "autres réserves" - 260 616,32 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 26 Juin 2018

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme

Le Président

Monsieur Michel PIROUX

